

## **Prescriptions cantonales sur les thèmes «vélo» et «mobilité douce»**

**Expertise juridique mandatée par PRO VELO Suisse**

BERNHARD WALDMANN (direction générale)  
(Prof. Dr. iur, RA)

ANDRE SPIELMANN  
(MLaw, RA)

Août 2010

# TABLE DES MATIÈRES

PRESCRIPTIONS CANTONALES SUR LES THEMES «VELO» ET «MOBILITE DOUCE» .....	1
TABLE DES MATIÈRES .....	2
<b>§ 1 SITUATION INITIALE, OBJET ET PROCÉDURE.....</b>	<b>1</b>
I. SITUATION INITIALE .....	1
II. OBJET ET PROCEDURE .....	1
<b>§ 6 RÈGLEMENTS ET MESURES RELATIFS À LA CIRCULATION.....</b>	<b>5</b>
I. RESTRICTIONS DE CIRCULATION .....	5
II. MANIFESTATIONS SPORTIVES CYCLISTES .....	24
III. AMENDES D'ORDRE .....	33
IV. « EXAMEN DE CONDUITE POUR CYCLISTES » .....	35

# § 1 SITUATION INITIALE, OBJET ET PROCÉDURE

## I. Situation initiale

1. PRO VELO Suisse est l'association faîtière de défense des intérêts des cyclistes. Avec ses quelque 28 000 membres et plus de 35 associations régionales réparties dans toute la Suisse, PRO VELO Suisse s'engage pour la qualité de vie des cyclistes, leur sécurité, ainsi que la santé et l'environnement. PRO VELO Suisse fête cette année ses 25 ans. A cette occasion, l'association prévoit d'établir un recueil des dispositions légales cantonales relatives au vélo (p. ex. financement, infrastructures, loi sur les constructions, loi fiscale) afin de le mettre à la disposition des associations régionales dans le sens d'une présentation des bonnes pratiques.

2. En mai 2010, PRO VELO Suisse a demandé à l'Institut du fédéralisme d'établir un recueil des prescriptions légales cantonales portant sur le thème du vélo et de la mobilité douce. Le mandat consiste à élaborer une compilation globale et intersectorielle des dispositions légales cantonales relatives au «vélo» et à la «mobilité douce». Les prescriptions des cantons de Berne, de Fribourg et du Valais doivent figurer dans les deux langues officielles (allemand et français). Les données relatives à la version (date) des prescriptions ainsi que des précisions sur leur genèse doivent si possible être mentionnées.

## II. Objet et procédure

1. Les prescriptions légales cantonales «de lege lata» sur le thème du **vélo** et de la **mobilité douce** constituent l'objet de la présente expertise. L'objectif est d'établir un recueil si possible complet des dispositions légales cantonales de lege lata portant sur le «vélo» et la «mobilité douce». L'objet de la présente expertise étant flou par nature, on ne pourra guère s'attendre à une présentation exhaustive des prescriptions ayant un rapport direct ou indirect avec le vélo et la mobilité douce. La recherche a été effectuée sur la base d'un ensemble de mots-clés potentiellement pertinents. On ne peut donc pas exclure que certaines dispositions qui présentent un lien avec le vélo et la mobilité douce mais auquel aucun mot-clé caractéristique (vélo, piste cyclable, etc.) ne peut être associé ne soient pas prises en considération.

La recherche détaillée est basée sur les mots-clés définis lors de la discussion de mai 2010; ils ont été tirés de la documentation mise à disposition par le mandant. Les mots-clés suivants ont été définis pour la législation germanophone:

- Langsamverkehr
- Fahrrad/Fahrräder, Velo
- E-Bike, Motorfahrrad, Motorfahrräder
- Radweg, Radstreifen, Radroute
- Abstellplätze
- bike-and-ride, park-and-ride

Les mots-clés suivant ont été définis pour la législation francophone:

- mobilité douce

- vélo, bicyclette
- cycliste
- pistes/bandes cyclables
- vélo électrique
- bike-and-ride, park-and-ride
- place de stationnement
- itinéraires de randonnée cycliste
- véhicules à moteur et deux-roues
- cyclomoteurs

Les mots-clés suivants ont été définis pour la législation italophone:

- bicicletta, biciclo, bici
- velocipede
- corsia/pista ciclabile
- bicicletta elettrica
- posieggiu, parcheggiu
- sentiero
- veicolo a due
- motorino, cyclomotore

**2.** La recherche a été effectuée sur la plateforme en ligne «LexFind» ([www.lexfind.ch](http://www.lexfind.ch)). Le mandat se limitait à la présentation de **dispositions ayant un caractère normatif** et figurant dans le recueil électronique des législations cantonales. Les autres documents présentant un caractère juridique tels que les directives, les concepts, les plans sectoriels et les plans directeurs ne sont en principe pas intégrés dans l'étude<sup>1</sup>. L'analyse des problèmes concrets d'interprétation ne fait pas non plus l'objet du mandat.

**3.** Les bases légales cantonales sur le thème du «vélo» et de la «mobilité douce» sont présentées ci-après dans les chapitres 2 à 11 sous forme de tableaux. Elles sont classées par **thèmes**.

- Le chapitre 2 porte sur les *prescriptions relatives au droit des constructions* en lien avec le vélo et la mobilité douce. Cette catégorie comprend des dispositions sur l'aménagement de places de stationnement pour vélos comme condition préalable à l'octroi d'un permis de construire, des allègements et des exceptions à l'obligation du permis de construire pour les petites constructions telles que des abris pour vélos, ainsi que des dispositions particulières sur les coefficients d'utilisation.
- Le chapitre 3 regroupe les prescriptions cantonales relatives à l'aménagement et à la gestion de *places de stationnement* pour vélos sur l'espace public et près d'infrastructures publiques (p. ex. gares, arrêts de TP).
- Le chapitre 4 est consacré aux *bandes, pistes et itinéraires cyclables*. Sont présentées en premier lieu les dispositions définissant les notions de route, de piste et de bande cyclables, puis les prescriptions relatives à l'établissement et à la planification du ré-

---

<sup>1</sup> Certains documents sans caractère normatif ont été intégrés dès lors qu'ils étaient disponibles sur les sites internet officiels des cantons et qu'aucune disposition légale n'a été trouvée sur le thème dans le canton concerné (par exemple § 4, sous «Bandes et pistes cyclables»). A titre d'exemple, certaines bases juridiques cantonales de ce type ont été intégrées dans d'autres sections spécifiques.

seau, ensuite les dispositions relatives à la construction et à l'entretien de bandes, de pistes et d'itinéraires cyclables et, enfin, les prescriptions relatives au financement de ces infrastructures.

- Le chapitre «*Droit fiscal public*» (§ 5) regroupe plusieurs types de prescriptions: les dispositions (d'exécution) sur l'assurance-responsabilité civile et la vignette vélo, les prescriptions relatives aux taxes en relation avec le vélo, ainsi que la réglementation sur les déductions fiscales en relation avec le vélo.
- Le chapitre 6 traite des *règlements et des mesures relatifs à la circulation* en relation avec le vélo. Sont présentés les règlements sur les restrictions de circulation, les manifestations sportives cyclistes, les amendes d'ordre ainsi que les examens de conduite pour les cyclistes.
- Le chapitre 7 dresse la liste des prescriptions relatives aux *vélos à assistance électrique*.
- Des règlements en lien avec le vélo figurent également dans la *législation relative aux fonctionnaires* (§ 8) ainsi que dans la *législation relative à l'organisation des autorités* (§ 9).
- Les prescriptions en lien avec les *écoles et les installations scolaires* font l'objet d'un chapitre distinct (§ 10). S'y rapportent les règlements sur l'équipement des installations scolaires, les règlements sur les trajets et les transports scolaires, les sorties scolaires et l'enseignement sur les règles de la circulation.
- Le recueil se termine par une compilation de dispositions spéciales (§ 11) qui ne relèvent d'aucune des catégories définies.

**4.** En ce qui concerne la **présentation** des prescriptions, il convient de faire les remarques suivantes:

- Les dispositions légales sont systématiquement citées dans leur version actuelle (état au 1<sup>er</sup> juillet 2010).
- Pour une meilleure compréhension du contenu, il est parfois nécessaire de citer les prescriptions dans leur contexte. Par exemple, si un seul élément d'une prescription se réfère au vélo, il peut se révéler pertinent de citer la prescription entière.
- Il est fait référence à des dispositions fédérales lorsque ces dernières présentent un intérêt particulier.
- Pour les cantons de Berne, du Valais et de Fribourg, les dispositions légales sont citées dans les deux langues officielles.

**5.** En ce qui concerne les données relatives à la date d'entrée en vigueur ainsi qu'à la genèse des prescriptions, il convient de préciser les éléments suivants:

- La date d'entrée en vigueur des prescriptions correspond à celle du texte dans lequel elles s'inscrivent. La précision de détails sur la genèse d'une prescription particulière nécessiterait des recherches approfondies qui dépasseraient le cadre de l'analyse des textes législatifs ainsi que de l'étude du matériel (p. ex. quel parlementaire a proposé quel amendement sur la base de quelles influences au sein de la société?).
- En ce qui concerne les prescriptions introduites dans le cadre d'une révision partielle d'un texte de loi, la date d'entrée en vigueur est précisée dans une note de bas de page.

Des recherches ciblées sur les projets de loi cantonaux soumis au vote ont été effectuées sur la base des mots-clés susmentionnés dans la banque de données du Centre d'études et de

documentation sur la démocratie directe (C2D)<sup>2</sup>. A l'exception d'une initiative législative rejetée par le peuple dans le canton de Bâle-Campagne pour des vignettes vélo gratuites, les 14 résultats obtenus concernaient tous des référendums relatifs à des décisions d'octroi de crédits pour l'aménagement ou l'entretien de bandes et de pistes cyclables. Ces informations présentant un intérêt limité pour le mandant, il a été décidé de ne pas les faire figurer dans le présent recueil.

---

<sup>2</sup> <[http://www.c2d.ch/inner.php?table=dd\\_db](http://www.c2d.ch/inner.php?table=dd_db)> (consulté le 20 août 2010).

## § 6 RÈGLEMENTS ET MESURES RELATIFS À LA CIRCULATION

### I. Restrictions de circulation

#### Prescriptions de droit fédéral

Loi fédérale sur la circulation routière du 19 décembre 1958 (LCR; RS 741.01)

##### Art. 3 – Compétence des cantons et des communes

<sup>1</sup> La souveraineté cantonale sur les routes est réservée dans les limites du droit fédéral.

<sup>2</sup> Les cantons sont compétents pour interdire, restreindre ou régler la circulation sur certaines routes. Ils peuvent déléguer cette compétence aux communes sous réserve de recours à une autorité cantonale.

<sup>3</sup> La circulation des véhicules automobiles et des cycles peut être interdite complètement ou restreinte temporairement sur les routes qui ne sont pas ouvertes au grand transit; les courses effectuées pour le service de la Confédération sont toutefois autorisées.

<sup>4</sup> D'autres limitations ou prescriptions peuvent être édictées lorsqu'elles sont nécessaires pour protéger les habitants ou d'autres personnes touchées de manière comparable contre le bruit et la pollution de l'air, pour éliminer les inégalités frappant les personnes handicapées, pour assurer la sécurité, faciliter ou régler la circulation, pour préserver la structure de la route, ou pour satisfaire à d'autres exigences imposées par les conditions locales.<sup>2</sup> Pour de telles raisons, la circulation peut être restreinte et le parcage réglementé de façon spéciale, notamment dans les quartiers d'habitation. Les communes ont qualité pour recourir lorsque des mesures touchant la circulation sont ordonnées sur leur territoire.<sup>3</sup>

<sup>5</sup> Tant qu'elles ne sont pas nécessaires pour régler la circulation des véhicules automobiles et des cycles, les mesures concernant les autres catégories de véhicules ou les autres usagers de la route sont déterminées par le droit cantonal.

<sup>6</sup> Dans des cas exceptionnels, la police peut prendre les mesures qui s'imposent, en particulier pour restreindre ou détourner temporairement la circulation.

##### Art. 19 – Cyclistes

<sup>1</sup> Les enfants n'ayant pas l'âge de scolarité obligatoire ne sont pas autorisés à conduire un cycle.

<sup>2</sup> Ne sont pas autorisées non plus à conduire un cycle les personnes qui n'en ont pas l'aptitude par suite d'une maladie ou d'une infirmité physique ou mentale ou qui souffrent d'une forme de dépendance qui les rend inaptes à la conduite. Au besoin, l'autorité leur interdira de conduire un cycle.<sup>4</sup>

<sup>3</sup> De la même manière, le canton de domicile peut interdire de conduire un cycle à toute personne qui a mis en danger la circulation de façon grave ou à plusieurs reprises, ou encore qui a circulé en étant pris de boisson. L'interdiction sera d'un mois au moins.<sup>5</sup>

<sup>4</sup> Les cyclistes dont les aptitudes suscitent des doutes peuvent être soumis à un examen.

<sup>3</sup> Nouvelle teneur de la phrase selon le ch. 73 de l'annexe à la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal administratif fédéral, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2007 (RO 2006 2197 ; FF 2001 4000).

<sup>4</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 14 déc. 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2005 (RO 2002 2767, 2004 2849; FF 1999 4106).

<sup>5</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 20 mars 1975, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1975 (RO 1975 1257 1268 art. 1; FF 1973 II 1141).).

Art. 106 – Exécution de la loi

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral arrête les prescriptions nécessaires à l'application de la présente loi et désigne les autorités fédérales compétentes pour son exécution. Il peut autoriser l'Office fédéral des routes à régler les modalités.<sup>6</sup>

<sup>2</sup> Pour le reste, les cantons sont chargés de l'exécution de la présente loi. Ils prennent les mesures nécessaires à cet effet et désignent les autorités cantonales compétentes.

<sup>3</sup> Les cantons restent compétents pour édicter des prescriptions complémentaires sur la circulation routière, sauf en ce qui concerne les véhicules automobiles et les cycles, les tramways et chemins de fer routiers.

(...)

Loi fédérale du 4 octobre 1991 sur les forêts (Loi sur les forêts, LFo ; RS 921.0)

Section 3 Accès aux forêts et circulation en forêt

Art. 14 – Accès

<sup>1</sup> Les cantons veillent à ce que les forêts soient accessibles au public.

<sup>2</sup> Si la conservation des forêts ou un autre intérêt public l'exigent, par exemple la protection des plantes ou d'animaux sauvages, les cantons doivent:

- a. limiter l'accès à certaines zones forestières;
- b. soumettre à autorisation l'organisation de grandes manifestations en forêt.

Art. 15 – Circulation des véhicules à moteur

<sup>1</sup> Les véhicules à moteur ne sont autorisés à circuler en forêt et sur des routes forestières que pour accomplir les activités de gestion forestière. Le Conseil fédéral règle les exceptions nécessaires pour l'armée et pour l'accomplissement d'autres tâches d'intérêt public.

<sup>2</sup> Les cantons peuvent admettre d'autres catégories d'usagers sur les routes forestières pour autant que la conservation des forêts ne s'en trouve pas menacée et qu'une telle décision ne soit pas contraire à l'intérêt public.

<sup>3</sup> Les cantons pourvoient à la signalisation et aux contrôles nécessaires. Là où la signalisation et les contrôles ne suffisent pas, il est possible d'installer des barrières.

**AI**

Einführungsgesetz zum Strassenverkehrsgesetz vom 26. April 1992 (EG SVG; BGS 741.000)

Art. 11 – Verwendung von Motorfahrzeugen und Fahrrädern ausserhalb der öffentlichen Verkehrsflächen

Der Grosse Rat kann auf dem Ordnungswege die Verwendung von Motorfahrzeugen und Fahrrädern ausserhalb der öffentlichen Verkehrsflächen im Sinne des SVG einschränken oder verbieten. Er hat dabei die berechtigten Interessen der Land- und Forstwirtschaft, der übrigen Wirtschaft, der Landesverteidigung, der Sicherheits- und Rettungsdienste, des Sportes etc. zu berücksichtigen.

Alpgesetz vom 30. April 1995 (BGS 916.500)

---

<sup>6</sup> Nouvelle teneur de la phrase selon le ch. I de la LF du 14 déc. 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2003 (RO 2002 2767; FF 1999 4106).



Art. 8<sup>7</sup> – sportliche Tätigkeiten

1 Das Alpgebiet darf mit Ausnahme der bewilligten Routen nicht mit Fahrrädern be-fahren werden.

2 Das Starten und Landen mit Deltaseglern oder anderen Fluggeräten ist im Alpgebiet mit Ausnahme bewilligter Start- und Landegebiete verboten.

3 Das Departement regelt in Zusammenarbeit mit dem Justiz-, Polizei- und Militärdepartement sowie dem Volkswirtschaftsdepartement die Routen bzw. die Start- und Landegebiete im Sinne dieses Artikels.

4 Der Grosse Rat kann für weitere Tätigkeiten, die die Alpen besonders belasten, Vorschriften erlassen.

**BS**

Verordnung über den Strassenverkehr vom 7. Dezember 1964 (SG 952.200)

§ 21. – Reservate für Fussgänger

<sup>1</sup> Es ist verboten, auf Trottoiren, Schutzinseln, Schutzzonen, Fusswegen, Promenaden zu reiten, zu fahren oder Vieh zu treiben.

<sup>2</sup> Müssen aus zwingenden Gründen Trottoirs, Schutzinseln oder Schutzzonen beansprucht werden, so dass Fussgänger die Fahrbahn begehen müssen, sind zu ihrem Schutze entsprechende Massnahmen zu treffen.<sup>8</sup>

§ 22. – Überqueren von Trottoiren zwischen Fahrbahnen und Liegenschaften

<sup>1</sup> Zwischen Fahrbahnen und Liegenschaften dürfen Trottoire mit Fahrzeugen nur dann überquert und zu diesem Zwecke Auffahrten und Überfahrten angelegt werden, wenn der Verkehr durch die Überquerung nicht gehindert, gestört oder gefährdet wird (§ 44 Abs. 2 des G über die Anlegung und Korrektion von Strassen vom 14. Januar 1937). Radfahrer haben bei jedem Überqueren abzustiegen.

<sup>2</sup> Unzulässig sind Trottoirüberfahrten zu Tankstellen, Servicestationen, Garagen und anderen verkehrintensiven Betrieben, deren Lage und Gestaltung den verkehrstechnischen Anforderungen nicht entsprechen; namentlich dürfen derartige Überfahrten nicht im Bereiche der Haltestellen öffentlicher Verkehrsmittel, im Bereiche von Strassenkreuzungen oder -einmündungen, von Fahrzeugvorsortierungen und -stauräumen sowie an Kurveninnenseiten angelegt werden.

<sup>3</sup> Sofern durch die Erstellung von Trottoirüberfahrten öffentliche Parkplätze aufgehoben werden müssen, kann die Bewilligung verweigert werden. Fahrräder und gleichgestellte Fahrzeuge (Motorfahrräder, Motorhandwagen und Motoreinachser, VVV Art. 37)

Umweltschutzgesetz Basel-Stadt vom 13. März 1991 (USG BS; SG 780.100)

III. Umweltbelastungen aus dem Verkehr

§ 13. – Grundsätze

<sup>1</sup> Der Kanton und die Landgemeinden setzen sich dafür ein, die Verkehrsemissionen insgesamt zu stabilisieren und zu vermindern.

<sup>2</sup> Sie treffen Massnahmen, um den Anteil der umweltfreundlichen Verkehrsmittel am gesamten Verkehrsvolumen zu erhöhen.

<sup>7</sup> Abgeändert (Abs. 3 und 4) durch LdsgB vom 24. April 2005.

<sup>8</sup> § 21 Abs. 2 in der Fassung der V vom 19. 12. 1972.

<sup>3</sup> Sie treffen Massnahmen zur Kanalisierung, Verminderung und Beruhigung des privaten, mit fossilen Treibstoffen betriebenen Motorfahrzeugverkehrs.

<sup>4</sup> Sie sorgen durch bauliche, betriebliche, verkehrslenkende oder –beschränkende Massnahmen dafür, dass Fussgängerinnen und Fussgänger sowie der nicht motorisierte und der öffentliche Verkehr gegenüber dem privaten Motorfahrzeugverkehr bevorzugt und vor vermeidbaren Behinderungen und Gefährdungen geschützt werden.

<sup>5</sup> Der Kanton setzt sich dafür ein, dass Umweltbelastungen durch Eisenbahn-, Flug- und Schiffsverkehr möglichst tief gehalten werden.

## LU

### Kantonale Waldverordnung vom 24. August 1999 (SRL Nr. 946)

#### § 5 – Reiten und Velofahren

<sup>1</sup> Befestigte Waldwege sind Wege, die mit einer Tragschicht aus Schotter oder ähnlichem Material verstärkt wurden.

<sup>2</sup> Vor dem Einbezug von unbefestigten Wegen in Reit- oder Radwegkonzepte ist die Dienststelle Landwirtschaft und Wald anzuhören.<sup>9</sup>

<sup>3</sup> Die Errichtung oder Änderung von Reit- oder Velopisten bedarf des zustimmenden Entscheides der Dienststelle Landwirtschaft und Wald gemäss § 12 Absatz 2 KWaG oder ihrer Bewilligung gemäss § 13 Absatz 2 KWaG.<sup>10</sup>

<sup>4</sup> Für eine Veranstaltung kann die Dienststelle Landwirtschaft und Wald das Reiten und das Velofahren abseits von Waldstrassen, befestigten Waldwegen oder speziell markierten Pisten bewilligen, wenn ausgeschlossen werden kann, dass Schäden an den Waldwegen entstehen und Erholungssuchende oder wild lebende Tiere gestört werden.

## NE

### Loi d'introduction des prescriptions fédérales sur la circulation routière du 1<sup>er</sup> octobre 1968 (RSN 761.10)

#### Article premier – Attributions du Conseil d'Etat

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat est compétent pour prendre toutes les mesures prévues par la législation fédérale sur la circulation routière.

<sup>2</sup> Il peut notamment:

- a) interdire, restreindre ou régler la circulation sur certaines routes;
- b) édicter des prescriptions complémentaires concernant la circulation sur ou hors des routes ouvertes à la circulation publique, cela dans la mesure prévue par le droit fédéral;
- c) soumettre les cycles à un contrôle technique.

<sup>3</sup> Le Conseil d'Etat fixe le montant des émoluments dus à propos de chaque décision prise et de chaque attestation ou déclaration délivrée en vertu de la législation fédérale ou cantonale sur la circulation routière.

<sup>4</sup> Il peut déléguer une partie de ses compétences aux communes.

<sup>9</sup> Fassung gemäss Änderung vom 23. März 2004, in Kraft seit dem 1. April 2004 (G 2004 262).

<sup>10</sup> Fassung gemäss Änderung vom 23. März 2004, in Kraft seit dem 1. April 2004 (G 2004 262).

## NW

Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über den Wald vom 11. März 1998 (Kantonales Waldgesetz; NG 831.1)

### Art. 16 – Velofahren und Reiten

<sup>1</sup> Velofahren und Reiten abseits von Waldstrassen, Wegen und für diese Nutzungen bewilligten Sportpfaden ist verboten.

<sup>2</sup> Im Interesse der Fussgängerinnen und Fussgänger sowie bei Überbeanspruchung der Wege kann die zuständige Direktion auf Antrag der Waldeigentümerinnen und Waldeigentümer weitergehende Einschränkungen anordnen.

### Art. 52 – Strafbestimmung

<sup>1</sup> Unter Vorbehalt der Strafbestimmungen des Bundesrechts (Art. 42–45 WaG) wird mit Busse<sup>11</sup> bestraft, wer vorsätzlich oder fahrlässig und ohne Berechtigung:

(...)

2. abseits von Waldstrassen, Wegen oder bewilligten Sportpfaden reitet oder Velo fährt oder Anordnungen der zuständigen Direktion im Sinne von Art. 16 Abs. 2 verletzt;

(...)

<sup>3</sup> Anstelle einer juristischen Person sind die natürlichen Personen strafbar, die für sie gehandelt haben oder hätten handeln sollen. Können diese nicht festgestellt werden, wird die juristische Person oder die Gesellschaft zur Bezahlung der Busse verurteilt.

<sup>4</sup> Das Oberforstamt ist zur Anzeige von Widerhandlungen gegen dieses Gesetz verpflichtet

## OW

Strassenverordnung vom 14. September 1935 (GDB 720.11)

### Art. 39a<sup>12</sup>

<sup>1</sup> Wer ein Fahrzeug, ausgenommen Fahrräder und Motorfahräder, zeitlich beschränkt auf öffentlichem Grund parkiert, kann zu einer Gebühr verpflichtet werden.

(...)

### Art. 63

<sup>1</sup> Hinsichtlich des Verkehrs mit Motorfahrzeugen und Fahrrädern auf den öffentlichen Strassen wird auf die eidgenössischen und kantonalen Vorschriften über den Motorfahrzeug- und Fahrradverkehr verwiesen.

<sup>2</sup> Das Radfahren kann vom Einwohner- oder Ortseinwohnergemeinderat in Anwendung von Art. 28 der kantonalen Verordnung über den Motorfahrzeug- und Fahrradverkehr<sup>22</sup> auch auf Seitenwegen oder Teilstrecken davon verboten werden, wo es wegen der Art der Einmündung des Weges in die Hauptstrasse in besonderem Masse gefährlich ist. Auf solchen Wegen kann der Einwohner- oder Ortseinwohnergemeinderat auch das Schlitteln verbieten.

### Art. 64

<sup>1</sup> Die eidgenössisch vorgeschriebene Strassensignalisation für die Motorfahrzeuge wird im ganzen

<sup>11</sup> Fassung gemäss Landratsbeschluss vom 25. Oktober 2006, A 2006, 1705, A 2007, 5; in Kraft seit 1. Januar 2007.

<sup>12</sup> Fassung gemäss Landratsbeschluss vom 25. Oktober 2006, A 2006, 1705, A 2007, 5; in Kraft seit 1. Januar 2007.

Kantonsgebiet durch das kantonale Baudepartement durchgeführt.

<sup>2</sup> Die Anbringung der Signale bei und innerhalb der Ortschaften sowie an den Strassen der Gemeinden, Korporationen oder öffentlich-rechtlichen Genossenschaften, soweit dort Signale nötig sind, geschieht im Einvernehmen mit dem betreffenden Einwohner- oder Ortseinwohnergemeinderat.

<sup>3</sup> Die Kosten der Signalisation sind vom Strasseneigentümer zu tragen. Im Streitfall entscheidet der Regierungsrat über die Kostentragung.

<sup>4</sup> Die nötigen Wegweiser sind unter der Oberaufsicht des kantonalen Baudepartements für die Kantonsstrassen und die Strassen der Einwohner- und Ortsgemeinden von den Einwohner- und Ortsgemeinden und für die übrigen Strassen von den Strasseneigentümern anzubringen (Art. 4 der kantonalen Vollziehungsverordnung zum Bundesgesetz über den Motorfahrzeug- und Fahrradverkehr.

<sup>5</sup> Die Signalisierung der für den Fahrradverkehr verbotenen Wege geschieht durch den Einwohner- oder Ortseinwohnergemeinderat (Art. 28 der oben zitierten Verordnung).

Art. 68

<sup>1</sup> Dauernde Verkehrsbeschränkungen (Art. 3 Abs. 1 und 2 des Bundesgesetzes über den Motorfahrzeug- und Fahrradverkehr) und dauernde örtliche Regelungen des Verkehrs (Art. 3 Abs. 3 ebenda) sind genügend öffentlich bekanntzumachen und durch Anbringen der entsprechenden Verkehrszeichen zu signalisieren.

<sup>2</sup> Andere Anordnungen, insbesondere für längere Zeit verfügte gänzliche oder beschränkte Sperren und Verkehrsumleitungen, sind ebenfalls auf zweckdienliche Art zu veröffentlichen. Für ihre Gültigkeit genügt indes die vorschriftsgemäss erfolgte örtliche Signalisierung.

## SG

Einführungsgesetz zur eidgenössischen Waldgesetzgebung vom 29. November 1998 (sGS 651.1)

### 3. Betreten und Befahren von Wald

Art. 15.<sup>13</sup> – Einschränkungen

<sup>1</sup> Die für den Wald zuständige Stelle des Kantons verfügt unter Vorbehalt der Zuständigkeit der Wildschadenkommission über die Notwendigkeit von Zäunen.

<sup>2</sup> Im Wald sind Reiten und Radfahren abseits von öffentlichen Strassen und Wegen verboten. Die Regierung kann das Verbot durch Verordnung lockern oder auf weitere Freizeitbetätigungen ausdehnen, wenn diese geeignet sind, die Erhaltung des Waldes zu gefährden oder seine Funktionen zu beeinträchtigen.

<sup>3</sup> Wo der Schutz der Lebensräume oder die Walderhaltung es erfordert, kann die für den Wald zuständige Stelle des Kantons:

- a) auf öffentlichen Strassen und Wegen ein allgemeines Fahrverbot oder ein Reitverbot verfügen;
- b) das Skifahren im Wald verbieten.

Art. 16. – Ausnahmen vom Fahrverbot

<sup>1</sup> Die Regierung kann durch Verordnung Ausnahmen vom Fahrverbot zulassen<sup>34</sup>:

- a) für jagdliche Zwecke;
- b) zur land- und alpwirtschaftlichen Bewirtschaftung;
- c) für öffentliche Aufgaben;

<sup>13</sup> Fassung gemäss Nachtrag.

- d) zur Erschliessung von Wohnbauten;
- e) zur Bewirtschaftung bestehender Betriebe.

Verordnung zum Einführungsgesetz zur eidgenössischen Waldgesetzgebung vom 7. Dezember 1999 (sGS 651.11)

**Art. 16. – Reiten und Radfahren**

<sup>1</sup> Im Wald sind Reiten und Radfahren auf öffentlichen Strassen und Wegen erlaubt. Vorbehalten sind Einschränkungen, die sich aus der Umsetzung des Waldentwicklungsplans sowie von Reit- und Radwegkonzepten oder aus übergeordnetem Recht ergeben.

<sup>2</sup> Auf privaten Strassen und Wegen sind Radfahren und Reiten erlaubt, soweit der Waldentwicklungsplan oder entsprechende Rad- und Reitwegkonzepte dies vorsehen. Solange diese Grundlagen fehlen, sind Radfahren und Reiten auf privaten Strassen und Wegen zulässig, wenn sie mehr als zwei Meter breit sind.

**SZ**

Verordnung betreffend die Moorlandschaft Rothenthurm vom 6. September 2007 (SRSZ 722.311)

**§ 3 Grundsatz**

<sup>1</sup> Im Schutzgebiet sind alle Vorkehrungen gestattet, die den Schutzziele nicht entgegenstehen.

<sup>2</sup> Die bisherige land- und forstwirtschaftliche Nutzung und die dafür nötige Infrastruktur bleiben gewährleistet, sofern sie geltendem Bundesrecht nicht widersprechen.

<sup>3</sup> Zwischen dem zuständigen Departement sowie einzelnen Grundeigentümern und Bewirtschaftern können im Rahmen der Schutzziele von den Schutzvorschriften abweichende Vereinbarungen getroffen werden.

**§ 4 Allgemeine Verhaltensvorschriften**

<sup>1</sup> Im Schutzgebiet ist untersagt:

(...)

e) das Reiten und Rad fahren ausserhalb der markierten und befestigten Wege;

(...)

<sup>2</sup> Das Befahren der im Nutzungsplan mit einem Fahrverbot gekennzeichneten Strassen mit Motorfahrzeugen aller Art ist verboten. Vom Verbot ausgenommen sind Fahrten, die für die Bewirtschaftung sowie für den Unterhaltsdienst öffentlicher oder privater Versorgungswerke notwendig sind. Die Fahrverbote werden mit dem Signal «Verbot für Motorwagen, Motorräder und Motorfahrräder» (Signal 2.1411) an den im Nutzungsplan bezeichneten Standorten angezeigt und mit der Zusatztafel «Land- und Forstwirtschaftsverkehr gestattet» versehen.

<sup>3</sup> Die im Nutzungsplan bezeichneten Radwege sind für Radfahrer besonders geeignete Routen.

**TI**

Legge cantonale sulle foreste del 21 aprile 1998 (RL 8.4.1.1)

**Art. 12 – Attività nel bosco (art. 14 cpv. 2 lett. a LFo)**

<sup>1</sup> Il Consiglio di Stato può limitare l'attività di persone singole o gruppi al fine di impedire un rilevante uso pregiudizievole del bosco.

<sup>2</sup> Il ciclismo, l'equitazione sono ammessi sulle strade forestali, salvo disposizioni contrarie.

<sup>3</sup> Con il consenso del Consiglio di Stato, il Comune può autorizzare lo svolgimento di tali attività su percorsi o all'interno di comprensori prestabiliti e segnalati.

## Regolamento della Legge cantonale sulle foreste del 22 ottobre 2002 (RL 8.4.1.1.1)

Manifestazioni in bosco (art. 11 LCFo)

Art. 17 – Definizione

<sup>1</sup> Sono manifestazioni soggette ad autorizzazione, gli avvenimenti sociali o sportivi in bosco che, per numero di partecipanti, spettatorio o impiego di mezzi tecnici, possono provocare un impatto pregiudizievole sull'ecosistema forestale.

<sup>2</sup> Sono soggette ad autorizzazione, segnatamente:

(...)

b) corse ciclistiche;

(...)

Art. 22 – Manifestazioni in bosco, Deroghe

<sup>1</sup> Le utilizzazioni dannose sono vietate. Può essere concessa una deroga qualora fossero adempite le seguenti condizioni:

a) l'utilizzazione è vincolata al luogo previsto;

b) sono soddisfatte le condizioni della pianificazione del territorio;

c) l'utilizzazione non comporta pericoli per l'ambiente, la natura e il paesaggio.

<sup>2</sup> La Sezione rilascia un'autorizzazione eccezionale o un preavviso vincolante nell'ambito della procedura direttrice.

<sup>3</sup> Possono essere concesse deroghe segnatamente per:

(...)

f) accessi agricoli e piste ciclabili larghe al massimo 2 m e senza manufatti;

(...)

## Legge di applicazione alla legislazione federale sulla circolazione stradale e la tassa sul traffico pesante del 24 settembre 1985 (RL 7.4.2.1)

TITOLO I – Disposizioni generali

Art. 1 – Campo d'applicazione

(...)

<sup>2</sup> Essa si applica all'uso dei veicoli a motore, rimorchi, ciclomotori, velocipedi, veicoli a trazione animale e ad altri mezzi di trasporto o altri utenti delle strade aperte al traffico.

Art. 5 – Autorità comunali

<sup>1</sup> I Municipi sono competenti:

(...)

6. a rilasciare i contrassegni per velocipedi e le targhe per ciclomotori, se espressamente autorizzati dal Dipartimento competente;

(...)

Art. 16 – Obbligo di informare

<sup>1</sup> Se richiesto, il detentore di un veicolo a motore o di un velocipede ha l'obbligo di fornire agli organi di polizia le informazioni necessarie al fine di identificare l'autore di un'infrazione alla LCS commessa con il suo veicolo.

<sup>2</sup> Sono applicabili per analogia le norme della procedura penale cantonale relative ai testimoni.

Art. 18 – Autorizzazioni speciali

<sup>1</sup> I Municipi possono autorizzare, in casi speciali, nelle loro giurisdizioni, il transito dei veicoli a motore (compresi i cingolati) o velocipedi, su tratti che non sono destinati o manifestamente non si adattano alla loro circolazione, in particolare sui sentieri, sulle mulattiere, sulle piste da sci, ecc.  
(...)

Regolamento della legge cantonale di applicazione alla legislazione federale sulla circolazione stradale del 2 marzo 1999 (RL 7.4.2.1.1)

#### Manifestazioni ciclistiche

##### Art. 40 – a) Annuncio

<sup>1</sup> Le manifestazioni con velocipedi devono essere annunciate alla Sezione della circolazione, Ufficio amministrativo, entro il 30 gennaio di ogni anno in modo da poter permettere alla stessa, in collaborazione con la Federazione ciclistica ticinese ed alla polizia stradale, di allestire il calendario annuale ufficiale.

<sup>2</sup> L'iscrizione nel calendario annuale ufficiale non esenta dall'obbligo di richiedere l'autorizzazione conformemente all'art. 35 cpv. 2.

##### Art. 41 – b) Contingente

Sulle strade pubbliche cantonali e comunali possono essere organizzate:

- a) 30 gare per gli attivi, disputabili anche unitamente ad altre categorie con orari di partenza e percorsi diversificati;
- b) 20 gare singole riservate esclusivamente agli scolari;
- c) 10 campionati sociali con partenze e percorso unico per tutte le categorie;
- d) 15 gare per ciclamatori, gentlemen e similari.

##### Art. 42 – Rifiuto dell'autorizzazione

<sup>1</sup> L'autorizzazione é rifiutata:

- a) se non sono ossequiate le condizioni previste dall'art. 52 cpv. 3 LCS;
- b) se le gare sono organizzate durante il mese di luglio e agosto su strade principali.

<sup>2</sup> La Sezione della circolazione, Ufficio amministrativo, può concedere deroghe a quanto previsto al cpv. 1 lett. b) se la quasi totalità del percorso si svolge su strade secondarie e se le condizioni stradali e di traffico lo permettono.

##### Art. 43 – Misure di polizia

Per motivi di sicurezza o per urgenti necessità del traffico, la polizia può ordinare la sospensione, l'interruzione o la modifica di manifestazioni sportive autorizzate dalla Sezione della circolazione, Ufficio amministrativo.

##### Art. 44 – Tassa

<sup>1</sup> Per ogni autorizzazione é prelevata una tassa conformemente al Regolamento di applicazione della legge sulle imposte e tasse di circolazione dei veicoli a motore del 1° dicembre 1992.

<sup>2</sup> Sono esenti da tasse le manifestazioni sportive organizzate per la categoria degli scolari

Regolamento della legge cantonale di applicazione alla legislazione federale sulla circolazione stradale del 2 marzo 1999 (RL 7.4.2.1.1)

Art. 2<sup>14</sup> – Sezione della circolazione, Ufficio amministrativo

<sup>1</sup> La Sezione della circolazione, Ufficio amministrativo, è competente in particolare:

(...)

5. l'autorizzazione per le manifestazioni sportive con veicoli a motore o con velocipedi su strade aperte al pubblico (art. 52 LCS), come pure le gare di velocità con motoveicoli su prato, le gare di abilità su terreno accidentato, le gare di velocità con veicoli speciali di 250 cmc di cilindrata al massimo (es. go-kart) e gli slalom automobilistici (art. 94 cpv. 3, 95 cpv. 3 ONC);

(...)

Art. 3<sup>15</sup> – Sezione della circolazione, Ufficio tecnico

La Sezione della circolazione, Ufficio tecnico, è competente in particolare:

(...)

4. gli esami per gruppi di ciclomotori (art. 92 OAC);

5. gli esami dei velocipedi (art. 18 LCS);

(...)

Sezione della circolazione

Art. 4<sup>16</sup> – Ufficio giuridico

La Sezione della circolazione, Ufficio giuridico, è competente in particolare:

a) a pronunciare:

1. la revoca della licenza di condurre, della licenza per allievo conducente, della licenza di ciclomotori e del permesso internazionale di condurre;

(...)

4. il divieto di circolazione per ciclisti, conducenti di veicoli a trazione animale o di conducenti di altri veicoli sprovvisti di motore;

(...)

b) ad ordinare:

1. un nuovo esame al conducente, anche di ciclomotori e di velocipedi, sulla cui idoneità esistono dubbi;

(...)

Art. 6 – Polizie comunali

<sup>1</sup> Le polizie comunali esercitano le funzioni loro espressamente delegate dal Dipartimento delle istituzioni, in particolare:

(...)

i) esecuzione degli esami teorici di conducente di ciclomotori;

l) effettuazione del collaudo dei ciclomotori;

m) sequestro dei ciclomotori e distruzione delle parti manomesse e non conformi alle prescrizioni legali;<sup>17</sup>

(...)

---

<sup>14</sup> Art. modificato dal R 21.10.2008; in vigore dal 24.10.2008 - BU 2008, 595; precedenti modifiche: BU 2003, 120, 361; BU 2006, 175.

<sup>15</sup> Art. modificato dal R 21.10.2008; in vigore dal 24.10.2008 - BU 2008, 595.

<sup>16</sup> Art. modificato dal R 21.10.2008; in vigore dal 24.10.2008 - BU 2008, 595; precedente modifica: BU 2004, 145.

<sup>17</sup> Lett. modificata dal R 14.2.2006; in vigore dal 17.2.2006 - BU 2006, 68.



## UR

Reglement über den Schutz des Südufers des Urnersees vom 12. September 2000 (RB 10.5110)

### Artikel 7 – Schutzbestimmungen für die Naturschutzzone

In der landseitigen Naturschutzzone ist es zusätzlich zu den Verboten nach Artikel 6 untersagt:

(...)

d) das Gelände ausserhalb der im Plan als Wanderwege bezeichneten Wege und Strassen zu betreten und mit Fahrrädern zu befahren; vorbehalten bleibt das Betreten zur Pflege;

(...)

## VD

Arrêté sur l'accès aux surfaces gelées des lacs et cours d'eau dépendant du domaine public du 1 mars 1974 (ASGDP ; RSV 721.01.3)

### Art. 1 – Véhicules

<sup>1</sup> L'accès aux surfaces gelées des lacs et cours d'eau dépendant du domaine public est interdit à tout véhicule à moteur ou à traction animale, ainsi qu'aux cycles et aux cavaliers.

## VS

Ausführungsgesetz über die Bundesgesetzgebung betreffend den Strassenverkehr vom 30. September 1987 (RS/VS 741.1)

### Art. 18 – Auskunftspflicht

<sup>1</sup> Der Halter eines Motorfahrzeuges oder eines Fahrrades ist verpflichtet, der Behörde die notwendigen Auskünfte zu erteilen, um den Täter einer mit seinem Fahrzeug begangenen Widerhandlung gegen das SVG ausfindig machen zu können.

<sup>2</sup> Vorbehalten bleiben die von der Strafprozessordnung vorgesehenen Befreiungen von der Zeugnispflicht. Die einvernommene Person ist ausdrücklich auf diese Bestimmungen aufmerksam zu machen.

### Art. 19 – Motorlose Fahrzeuge

Die Bestimmungen des Bundesgesetzes und seiner Vollzugsverordnungen, insbesondere die Strassenverkehrsregeln und die Strafmassnahmen, sind sinngemäss auf die motorlosen Fahrzeuge anwendbar, die auf den öffentlichen, für den Verkehr mit Motorfahrzeugen und Fahrrädern gesperrten Strassen verkehren.

### Art. 24 – Verkehr auf Privateigentum

Ohne das Einverständnis des Eigentümers ist die Benutzung von Motorfahrzeugen und Fahrrädern auf Privateigentum untersagt.

Entscheid des Staatsrats betreffend den Schutz des Auengebietes «Bilderne» in Mörel und Filet vom 11. März 1998 (RS/VS 451.334)

Art. 1 – Schutzgebiet

<sup>1</sup> Das Auengebiet "Bilderne" auf Gebiet der Gemeinden Mörel und Filet wird zum Naturschutzgebiet erklärt. Massgebend ist der Auszug der Landeskarte 1:5000, der dem Originaltext des vorliegenden Entscheides beigelegt ist.

<sup>2</sup> Das Schutzgebiet wird an gut zugänglichen Stellen auf Informationstafeln dargestellt und ist im Nutzungsplan der Gemeinden gemäss Art 17 RPG als Schutzzone auszuscheiden.

Art. 4 – Verbote

Im Schutzgebiet sind alle Aktivitäten, welche das Gebiet in seiner Intaktheit einschränken, untersagt, insbesondere:

(...)

– das Befahren des Gebietes mit Fahrzeugen und Fahrrädern jeglicher Art;

(...)

Entscheid des Staatsrats betreffend den Schutz des Auengebietes «Sand» in Oberwald vom 18. Oktober 1995 (RS/VS 451.326)

Art. 1 – Schutzgebiet

<sup>1</sup> Das Auengebiet «Sand» auf Gebiet der Gemeinde Oberwald wird zum Naturschutzgebiet erklärt. Massgebend ist der Auszug der Landeskarte 1:5000, der dem Originaltext der vorliegenden Verordnung beigelegt ist.

<sup>2</sup> Das Schutzgebiet wird an gut zugänglichen Stellen auf Informationstafeln dargestellt und ist im Nutzungsplan der Gemeinde gemäss Artikel 17 RPG als Schutzzone auszuscheiden.

Art. 4 – Verbote

Im Schutzgebiet sind verboten:

(...)

– das Befahren des Gebietes mit Motorfahrzeugen und Fahrrädern jeglicher Art abseits der Strassen und Wege;

(...)

Art. 5 – Abweichungen

<sup>1</sup> Ausnahmegewilligungen können vom Departement für Umwelt und Raumplanung zur Erhaltung und Pflege des Biotops sowie für wissenschaftliche und forstwirtschaftliche Zwecke erteilt werden.

<sup>2</sup> Ein Abweichen vom Schutzziel ist nur zulässig für unmittelbar standortgebundene Vorhaben, die dem Schutz des Menschen vor schädlichen Auswirkungen des Wassers oder einem anderen überwiegenden öffentlichen Interesse dienen.

Entscheid betreffend den Schutz der Landschaft von Mont d'Orge in Sitten vom 21. Juni 1989 (RS/VS 451.119)

Art. 1 – Schutzgebiet

Die Landschaft von Mont d'Orge gemäss dem Auszug des Katasterplanes, der dem Originaltext des vorliegenden Beschlusses beigelegt ist, wird zur geschützten Landschaft erklärt. Das Schutzgebiet wird beim Hauptzugang des Gebietes auf einer allgemein sichtbaren Tafel dargestellt.

Art. 4 – Schutzmassnahmen

Im Schutzgebiet ist mit Ausnahme der Unterhaltsarbeiten verboten:

(...)

– jeglicher Verkehr mit Motorfahrzeugen und Fahrrädern ausser für den Unterhalt des Schutzgebietes und die Forst- und Landwirtschaft;

(...)

#### Art. 5 – Abweichungen

Ausnahmebewilligungen können nach Anhörung der Gemeinde Sitten vom Departement für Umwelt zur Verbesserung der Landschaft und zu wissenschaftlichen und pädagogischen Zwecken gewährt werden. Die Zuständigkeit der baurechtlichen Organe bleibt vorbehalten.

---

### Loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière du 30 septembre 1987 (VS/RS 741.1)

#### Art. 18 – Obligation de renseigner

<sup>1</sup> Le détenteur d'un véhicule à moteur ou d'un cycle a l'obligation de fournir à l'autorité les informations nécessaires afin d'identifier l'auteur d'une infraction à la LCR commise avec son véhicule.

<sup>2</sup> Demeurent réservées les dispenses de témoigner prévues par le code de procédure pénale. On attirera expressément l'attention de la personne interpellée sur ces dispositions.

#### Art. 19 – Véhicules sans moteur

Les dispositions de la loi fédérale et de ses ordonnances d'exécution, particulièrement les règles de la circulation routière et les pénalités, s'appliquent par analogie aux véhicules sans moteur circulant sur les routes publiques qui sont fermées aux véhicules automobiles et aux cycles.

#### Art. 24 – Circulation sur terrain privé

Sauf accord du propriétaire, l'utilisation de véhicules à moteur et de cycles sur terrain privé est interdite.

### Décision concernant la protection de la zone alluviale «Bilderne», communes de Mörel et Filet du 11 mars 1998 (VS/RS 451.334)

#### Article premier – Site protégé

<sup>1</sup> La zone alluviale «Bilderne», située sur le territoire des communes de Mörel et Filet, est déclarée site naturel protégé. L'extrait du plan topographique au 1:5000 joint à l'original de la présente décision fait foi.

<sup>2</sup> Le site protégé sera indiqué sur des panneaux d'information placés à des endroits bien accessibles et sera affecté, selon l'article 17 LAT, en zone de protection dans le plan d'affectation de zones des communes.

#### Art. 4 – Interdictions

Dans le site protégé sont interdites toutes activités susceptibles de menacer l'intégrité du site, notamment:

(...)

– la pénétration de la zone alluviale avec des véhicules et des vélos de tout genre;

(...)

Décision concernant la protection de la zone alluviale «Sand», à Oberwald du 18 octobre 1995 (RS/VS 451.326)

Article premier – Site protégé

<sup>1</sup> La zone alluviale de "Sand", située sur le territoire de la commune d'Oberwald, est déclarée site naturel protégé. L'extrait de la carte topographique au 1:5000 joint à l'original de la présente décision fait foi.

<sup>2</sup> Le site protégé sera indiqué sur des panneaux d'information installés à des endroits bien accessibles et sera affecté, selon l'article 17 LAT, en zone de protection dans le plan d'affectation de zones de la commune.

Art. 4 – Interdictions

Dans le site protégé sont interdits:

(...)

– La pénétration du site avec des véhicules ou vélos de tout genre, en dehors des routes et chemins;

(...)

Art. 5 – Dérogations

<sup>1</sup> Des autorisations exceptionnelles peuvent être accordées par le Département de l'environnement et de l'aménagement du territoire en vue du maintien et de l'entretien du biotope, de même que pour des activités à buts scientifiques ou relevant de la gestion forestière.

<sup>2</sup> Une dérogation au but de protection est autorisée uniquement pour des projets directement liés à l'endroit et servant à la protection de l'homme contre les effets nuisibles de l'eau ou à tout autre intérêt public prépondérant.

Décision concernant la protection du site de Mont-d'Orge à Sion du 21 juin 1989 (RS/VS 451.119)

Article premier – Périmètre

Le site de Mont-d'Orge dont le périmètre est inscrit sur l'extrait du plan cadastral joint à l'original de la présente décision est déclaré site protégé. Le périmètre protégé fait partie de l'objet IFP 1704, il en constitue la partie centrale. Ses limites seront indiquées sur un tableau bien visible, placé à l'entrée principale du site.

Art. 4 – Mesures de protection

Dans le site protégé, il est interdit, à l'exception des travaux d'entretien, de:

(...)

– toute circulation automobile, à vélomoteur, à vélo (sauf pour les besoins de l'entretien et de l'exploitation agricole);

(...)

Art. 5 – Dérogation

Des dérogations peuvent être accordées par le Département de l'environnement, la commune de Sion entendue, pour la mise en valeur du site et pour des activités à buts scientifique et pédagogique. Les compétences en matière de droit de construction sont réservées.

Verordnung über den Strassenverkehr und die Strassensignalisation vom 22. Februar 1977  
(BGS 751.21)

§ 2<sup>18</sup> – Zuger Polizei

<sup>1</sup> Die Zuger Polizei überwacht und regelt den Verkehr auf öffentlichen Strassen und Plätzen; sie übt die Funktion der Verkehrspolizei nach den Bestimmungen des Strassenverkehrsgesetzes und der entsprechenden Vollzugsvorschriften aus.

<sup>2</sup> Der Zuger Polizei obliegen insbesondere folgende Aufgaben:

1. die Kontrolle der Ausweise (Art. 10 SVG);
2. die Kontrolle der Fahrzeuge aller Art auf ihre vorschriftsgemässe Ausrüstung und Fahrtauglichkeit nach den Vorschriften der Verordnung über Bau und Ausrüstung der Strassenfahrzeuge (BAV),
3. der vorläufige Entzug der Ausweise und die Sicherstellung der Fahrzeuge in den vom Gesetz vorgesehenen Fällen (Art. 54 SVG; Art. 38 VZV);
4. die Kontrolle der Arbeits- und Ruhezeit der berufsmässigen Motorfahrzeugführer nach den Vorschriften der Chauffeurverordnung;
5. die Führung der Strafkontrolle;
6. die Abgabe der Schilder und Ausweise für Fahrräder;
7. die Kontrolle über die Strassensignalisation in Zusammenarbeit mit der Baudirektion;
8. der Vollzug der Bestimmungen über Gefahrgutbeauftragte für die Beförderung gefährlicher Güter auf Strasse, Schiene und Gewässer.<sup>19</sup>

§ 12 – Vorzeitige Erteilung des Führerausweises für Motorfahräder

Über die Erteilung des Führerausweises für Motorfahräder an Jugendliche vor Erreichung des 14. Altersjahres gemäss Art. 28 Abs. 2 VZV entscheidet die Sicherheitsdirektion.<sup>20</sup>

§ 16 – Anordnung von Fahrverboten

Über die Anordnung von Fahrverboten für Fahrräder, Motorfahräder und andere Motorfahrzeuge, für die ein Führerausweis nicht erforderlich ist, sowie für Tierfuhrwerke entscheidet die Sicherheitsdirektion.<sup>21</sup>

Verordnung über den Strassenverkehr und die Strassensignalisation vom 22. Februar 1977  
(BGS 751.21)

§ 2 – Zuger Polizei

<sup>1</sup> Die Zuger Polizei überwacht und regelt den Verkehr auf öffentlichen Strassen und Plätzen; sie übt die Funktion der Verkehrspolizei nach den Bestimmungen des Strassenverkehrsgesetzes und der entsprechenden Vollzugsvorschriften aus.

<sup>2</sup> Der Zuger Polizei obliegen insbesondere folgende Aufgaben:

(...)

6. die Abgabe der Schilder und Ausweise für Fahrräder;

(...)

<sup>18</sup> Fassung gemäss Änderung vom 18. Dez. 2001 (GS 27, 297); in Kraft am 1. Jan. 2002.

<sup>19</sup> Eingefügt durch Änderung vom 18. Dez. 2001 (GS 27, 297); in Kraft am 1. Jan. 2002.

<sup>20</sup> Fassung gemäss Änderung vom 22. Dez. 1998 (GS 26, 191).

<sup>21</sup> Fassung gemäss Änderung vom 22. Dez. 1998 (GS 26, 191).

#### § 16 – Anordnung von Fahrverboten

Über die Anordnung von Fahrverboten für Fahrräder, Motorfahrzeuge und andere Motorfahrzeuge, für die ein Führerausweis nicht erforderlich ist, sowie für Tierfuhrwerke entscheidet die Sicherheitsdirektion.

Verfügung über die Delegation von Entscheid- und Unterzeichnungsbefugnissen in der Sicherheitsdirektion vom 12. Dezember 2007 (BGS 153.753)

#### § 7 – b) Polizei

<sup>1</sup> Abgesehen von der bereits erfolgten Delegation von Entscheid- und Unterzeichnungsbefugnissen im Bereich des Straf- und Massnahmenvollzugs entscheidet die Polizei über Gesuche

a) zur Durchführung motor- und radsportlicher Veranstaltungen (§ 10 Abs. 1 der Verordnung über den Strassenverkehr und die Strassensignalisation vom 22. Februar 19773));

(...)

Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über den Wald vom 17. Dezember 1998 (EG Waldgesetz; BGS 931.1)

#### § 9 – Zugänglichkeit des Waldes

<sup>1</sup> Die Zugänglichkeit des Waldes für die Allgemeinheit ist gewährleistet.

<sup>2</sup> Im Interesse der Walderhaltung sowie aus anderen öffentlichen Interessen kann die Zugänglichkeit des Waldes eingeschränkt werden, insbesondere zum Schutz wertvoller Pflanzenbestände, zum Schutz wildlebender Tiere und zur Sicherung der Waldverjüngung.

<sup>3</sup> Wo es die Walderhaltung oder andere öffentliche Interessen erfordern, können störende Tätigkeiten im Wald eingeschränkt oder verboten werden, namentlich das Reiten, Radfahren oder Skifahren abseits von Strassen und befestigten Wegen.

#### § 10 – Befahren von Waldstrassen mit Motorfahrzeugen

<sup>1</sup> Über die bundesrechtlich geordneten Ausnahmen hinaus dürfen nichtöffentliche Strassen im Wald mit Motorfahrzeugen nur befahren werden:

a) wenn es zur Land- und Alpbewirtschaftung notwendig ist;

b) nach Massgabe der Fischerei- und der Jagdgesetzgebung;

c) zum Unterhalt von Energiegewinnungsanlagen, von Versorgungs- und Entsorgungseinrichtungen sowie von Gewässern;

d) zwecks Zufahrt zu einem bebauten Grundstück nach Massgabe einer entsprechenden privaten Berechtigung, wenn keine andere Strassenerschliessung besteht.

<sup>2</sup> Im Einzelfall können weitere Ausnahmen bewilligt werden, wenn überwiegende Interessen dies rechtfertigen.

#### § 11 – Veranstaltungen im Wald

<sup>1</sup> Veranstaltungen im Wald mit mutmasslich über 100 Teilnehmenden oder Zuschauenden sind vorgängig dem Kantonsforstamt zu melden. Übersteigt die Teilnehmer- beziehungsweise Zuschauerzahl die Grenze von 250 Personen, bedarf die Veranstaltung einer Bewilligung des Kantonsforstamtes. Keine Melde- und Bewilligungspflicht besteht für Wanderungen auf Waldstrassen und Waldwegen.

<sup>2</sup> Bewilligungspflichtig sind ebenso alle Veranstaltungen, deren Auswirkungen geeignet sind, den Wald als naturnahe Lebensgemeinschaft ernsthaft zu gefährden. Darunter fallen insbesondere Rad-, Ski- oder Reitsportveranstaltungen sowie Veranstaltungen, an denen akustische Verstärkeranlagen, Lichtorgeln oder andere technische Hilfsmittel verwendet werden.

<sup>3</sup> Die Bewilligung wird erteilt, wenn aufgrund der konkreten Umstände keine übermässige Beeinträchtigung für den Wald als naturnahe Lebensgemeinschaft zu erwarten ist. Die Bewilligung kann mit Auflagen und Bedingungen verbunden werden. Das Kantonsforstamt hört vor seinem

Entscheid das Amt für Fischerei und Jagd sowie allfällige weitere betroffene Amtsstellen an.

<sup>4</sup> Die Zustimmung der Waldeigentumsberechtigten bleibt für alle Veranstaltungen vorbehalten.

**ZH**

Verkehrsabgabengesetz vom 11. September 1966 (VAG; LS 741.1)

§ 15.

<sup>1</sup> Der Halter eines Motorfahrzeuges oder Fahrrades ist verpflichtet, der Polizei Auskunft zu geben, wer das Fahrzeug geführt oder wem er es überlassen hat. Vorbehalten bleibt das Recht, der Polizei in sinngemässer Anwendung der Bestimmungen der Strafprozessordnung über das Zeugnisverweigerungsrecht die Auskunft zu verweigern.

<sup>2</sup> Der gewerbmässige Vermieter von Motorfahrzeugen oder Fahrrädern hat ausserdem ein Verzeichnis der Mieter zu führen, in das die Polizei jederzeit Einsicht nehmen kann.

<sup>3</sup> Der Halter eines Motorfahrzeuges oder Anhängers ist verpflichtet, den Verlust von Kontrollschildern oder Fahrzeugausweisen unverzüglich der ausstellenden Behörde zu melden. Abhandengekommene, beschädigte oder unleserlich gewordene Kontrollschilder und Ausweise werden auf Kosten des Halters ersetzt.

Verordnung über die Zuständigkeit im Übertretungsstrafrecht des Bundes vom 12. Februar 1975 (LS 321.1)

§ 3.

In den übrigen Fällen sind, unter Vorbehalt von § 5, zur Untersuchung und Beurteilung zuständig:

a. die Gemeinderäte im Rahmen ihrer Strafbefugnis für die Übertretung von<sup>22</sup>

1. Vorschriften über die Bahnpolizei,

2. Vorschriften auf dem Gebiet des Gesundheitswesens,

3. Vorschriften über den Strassenverkehr, soweit die Zuwiderhandlung begangen wird durch Fussgänger,

Reiter,

Führer oder Begleiter von Tieren oder Herden,

Führer von Tierfuhrwerken,

Führer von Handwagen,

Führer oder Halter von Fahrrädern oder von Fahrzeugen, die bundesrechtlich den Fahrrädern gleichgestellt sind, jedoch unter Ausschluss der Motorfahräder,

4. signalisierten Fahrverboten, einschliesslich das Befahren von Einbahnstrassen in verbotener Richtung,

5. Vorschriften über das Anhalten und Parkieren im Strassenverkehr;

ausgenommen von der Befugnis der Gemeinderäte gemäss den Ziff. 3–5 sind alle Übertretungen, die im Bereich von Autobahnen, Autostrassen sowie deren Nebenanlagen und signalisierten Anschlüssen begangen werden;

b. ausschliesslich die Statthalterämter für alle übrigen Übertretungen.

---

<sup>22</sup> Fassung gemäss RRB vom 20. März 1996 (OS 53, 365). In Kraft seit 1. April 1996.

Verordnung über den Natur- und Heimatschutz und über kommunale Erholungsflächen vom 20. Juli 1977 (Natur- und Heimatschutzverordnung; LS 702.11)

§ 31. – Allgemeine Erholungsgebiete

<sup>1</sup> Allgemeine Erholungsgebiete sind Grünflächen, für die Erholung geeignete Trenngürtel, begleitende Grünzüge von Verkehrsanlagen sowie Wald- und Gewässerränder im geschützten Abstandsbereich.

<sup>2</sup> Solche Flächen sind vorab dann als allgemeine Erholungsgebiete geeignet, wenn sie hinreichend besonnt und ruhig sind, Aussicht oder andere Vorzüge der Lage bieten und durch Fuss-, Wander- oder Radwegnetze erschlossen sind.

Kantonales Waldgesetz vom 7. Juni 1998 (LS 921.1)

§ 6. – c. Reiten und Radfahren

<sup>1</sup> Reiten und Radfahren im Wald sind nur auf Strassen und Wegen erlaubt.

<sup>2</sup> Ausnahmen regelt die Gemeinde.

VI. Strafbestimmungen

§ 34.<sup>23</sup> – Übertretungen

<sup>1</sup> Mit Busse bis zu Fr. 10 000 wird bestraft, wer vorsätzlich und ohne Berechtigung:

(...)

b. abseits von Waldstrassen oder Waldwegen reitet oder Rad fährt oder Anordnungen der Gemeinde im Sinne von § 6 Abs. 2 verletzt,

(...)

Kantonale Waldverordnung vom 28. Oktober 1998 (LS 921.11)

§ 1. – Veranstaltungen im Wald

Bewilligungspflichtig sind Veranstaltungen, bei denen

a) in erheblichem Masse technische Hilfsmittel wie Licht- oder Verstärkeranlagen verwendet werden oder

b) voraussichtlich mehr als 500 Personen teilnehmen.

Die Bewilligung kann verweigert oder mit Bedingungen und Auflagen versehen werden, wenn die Walderhaltung oder andere öffentliche Interessen wie der Schutz des Wildes, insbesondere in der Zeit zwischen 15. April und 15. Juni, oder der Naturschutz dies verlangen.

Veranstaltungen mit voraussichtlich mehr als 100 teilnehmenden Personen sind meldepflichtig.

Die Gemeinde sorgt dafür, dass die Veranstalter die Interessen im Sinne von Abs. 2 berücksichtigen. Bewilligungsgesuche sind mindestens zwei, Meldungen einen Monat im Voraus bei der Gemeinde einzureichen. Die Gesuche enthalten alle notwendigen Angaben, insbesondere über die voraussichtliche Zahl der Teilnehmenden, die räumliche und zeitliche Beanspruchung des Waldes und die Infrastruktur.

§ 2. – Reiten und Radfahren

Rückegassen und Trampelpfade gelten nicht als Strassen oder Wege gemäss § 6 des Waldgesetzes.

---

<sup>23</sup> Fassung gemäss G über die Anpassung an den geänderten allgemeinen Teil des Strafgesetzbuches und an das neue Jugendstrafgesetz vom 19. Juni 2006 (OS 61, 391; ABl 2005, 1483). In Kraft seit 1. Januar 2007.



Vereinbarung zwischen dem Regierungsrat des Kantons Zürich und dem Stadtrat von Winterthur über die Ausübung der Kriminalpolizei und der politischen Polizei auf dem Gebiet der Stadt Winterthur vom 11./30. Dezember 1943 (LS 551.151)

(...)

2. Die Verkehrsunfälle auf dem Gebiet der Stadt Winterthur, bei denen Motorfahrzeuge oder Fahrräder beteiligt sind, werden durch die Organe der Stadtpolizei behandelt. Die Rapporte werden von der Stadtpolizei direkt der Bezirksanwaltschaft überwiesen.

(...)

Polizeiorganisationsgesetz vom 29. November 2004 (LS 551.1)

#### § 17. – Aufgaben

Die Gemeindepolizei nimmt die sicherheitspolizeilichen Aufgaben wahr, soweit sie nicht in die Zuständigkeit der Kantonspolizei fallen. Sie ist insbesondere für die Aufrechterhaltung der öffentlichen Sicherheit, Ruhe und Ordnung besorgt und trifft Massnahmen bei Kundgebungen und anderen Veranstaltungen.

#### § 18. – Verkehrspolizeiliche Aufgaben

<sup>1</sup> Die Gemeindepolizei nimmt folgende verkehrspolizeiliche Aufgaben wahr:

- a. Überwachung des ruhenden Verkehrs sowie der Fussgänger und Radfahrer,
- b. Überwachung des Verkehrs auf Gemeindestrassen,
- c. Feststellung und Ahndung von Verstössen gegen die Verkehrsregeln, ausgenommen Unfälle mit Verletzungs- oder Todesfolgen,
- d. Verkehrsregelung bei Veranstaltungen,
- e. Verkehrsunterricht an der Volksschule und am Kindergarten.

<sup>2</sup> Vorbehalten bleiben die §§ 353 und 356 der Strafprozessordnung.

## II. Manifestations sportives cyclistes

### Prescriptions de droit fédéral

Loi fédérale sur la circulation routière du 19 décembre 1958 (LCR, RS 741.01)

#### Art. 52 – Manifestations sportives

<sup>1</sup> Il est interdit d'effectuer avec des véhicules automobiles des courses en circuit ayant un caractère public. Le Conseil fédéral peut autoriser certaines exceptions ou frapper d'interdiction des compétitions automobiles d'un autre genre; en prenant sa décision, il tiendra compte principalement des exigences de la sécurité et de l'éducation routières.

<sup>2</sup> Pour les autres manifestations sportives automobiles et de cycles sur la voie publique, l'autorisation des cantons dont elles empruntent le territoire est nécessaire, sauf si elles ont le caractère d'excursions.

<sup>3</sup> L'autorisation n'est accordée que si:

- a. les organisateurs offrent la garantie que les épreuves se dérouleront d'une manière satisfaisante;
- b. les exigences de la circulation le permettent;
- c. les mesures de sécurité nécessaires sont prises;
- d. l'assurance-responsabilité civile prescrite a été conclue.

<sup>4</sup> Lorsque des mesures de sécurité suffisantes sont prises, l'autorité cantonale peut permettre des dérogations aux règles de la circulation..

### AG

Verordnung über den Vollzug des Strassenverkehrsrechtes vom 12. November 1984 (Strassenverkehrsverordnung, SVV; SAR 991.111)

#### § 7 – Gemeinderat

<sup>1</sup> Der Gemeinderat ist zuständig für:

(...)

g) die Bewilligung für radsportliche Veranstaltungen auf Gemeindestrassen sowie auf öffentlichen Strassen privater Eigentümer.<sup>24</sup>

(...)

### AI

Einführungsgesetz zum Strassenverkehrsgesetz vom 26. April 1992 (EG SVG; 741.000)

Art. 1<sup>25</sup>

(...)

<sup>24</sup> Eingefügt durch Verordnung vom 18. Dezember 1989, in Kraft seit 1. Januar 1990 (AGS Bd. 13 S. 167).

<sup>25</sup> Abs. 2 ergänzt durch LdsgB vom 30. April 1995. Abgeändert (Abs. 1) durch VerwVG vom 30. April 2000. Abgeändert (Abs. 1 und 3) durch LdsgB vom 25. April 2004.

<sup>2</sup> Der Erlass dauernder Fahrverbote über grössere zusammenhängende Verkehrsflächen, die Erteilung von Bewilligungen für motor- und radsportliche Veranstaltungen auf öffentlichen Strassen im Sinne von Art. 52 Abs. 2 SVG sowie die Ausscheidung von gebührenpflichtigen Parkplätzen und die Unterstellung des Dauerparkierens unter die Bewilligungspflicht im Sinne von Art. 6 dieses Gesetzes obliegt der Standeskommission.

**BL**

Dekret über die Bewilligung für Veranstaltungen im Wald vom 11. Juni 1998 (sGS 570.1)

**§ 1 – Bewilligungspflicht**

<sup>1</sup> Folgende Veranstaltungen im Wald sind bewilligungspflichtig:

- a. alle Veranstaltungen mit übermässig starken Immissionen auf Fauna und Flora,  
(...)
- c. radsportliche Veranstaltungen mit mehr als 200 Personen,
- d. übrige Veranstaltungen mit mehr als 300 Personen.  
(...)

**§ 2 – Gesuch**

<sup>1</sup> Das Gesuch ist spätestens zwei Monate vor der Veranstaltung beim Gemeinderat oder, wenn mehrere Einwohnergemeinden betroffen sind, beim Forstamt beider Basel einzureichen.

<sup>2</sup> Ist der Gemeinderat für die Bewilligung zuständig, hört er vorher die Revierförsterin oder den Revierförster an.

**§ 3 – Bewilligung**

<sup>1</sup> Der Bewilligungsentscheid hat dem Schutz der Pflanzen und der wildlebenden Tiere sowie den Erholungs- und Freizeitinteressen der Menschen angemessen Rechnung zu tragen.

<sup>2</sup> Die Bewilligung kann mit Auflagen und Bedingungen versehen werden. Sie kann verweigert werden, wenn Zeitpunkt, Ort oder Routenführung ungeeignet sind oder wenn im Gebiet zu häufig bewilligungspflichtige Veranstaltungen stattfinden.

<sup>3</sup> Der Gemeinderat bzw. das Forstamt beider Basel informiert die betroffenen Waldeigentümergehelfinnen und Waldeigentümer in geeigneter Weise über erteilte Veranstaltungsbewilligungen.

**BS**

Verordnung über den Strassenverkehr vom 7. Dezember 1964 (GS 952.200)

**§ 16. – Sportliche Veranstaltungen**

<sup>1</sup> Werden zur Durchführung von sportlichen Veranstaltungen öffentliche Strassen und Plätze beansprucht, so ist eine Bewilligung der Verkehrsabteilung der Kantonspolizei einzuholen (SVG Art. 52, VRV Art. 94 und 95).

<sup>2</sup> Besondere bauliche Einrichtungen auf der Allmend bedürfen einer Allmendbewilligung des Bau- und Verkehrsdepartementes.

<sup>3</sup> Die Bewilligung für nichtmotor- oder radsportliche Veranstaltungen kann vom Nachweis einer Haftpflichtversicherung abhängig gemacht werden.

## Kantonale Waldverordnung 29. Oktober 1997 (KWaV; BSG 921.111)

## Art. 29 – Veranstaltungen im Wald

<sup>1</sup> Bewilligungspflichtig sind

(...)

c radsportliche Veranstaltungen mit voraussichtlich mehr als 200 Teilnehmerinnen und Teilnehmern,

## Verordnung über die Gebühren der Kantonsverwaltung vom 22. Februar 1995 (Gebührenverordnung, GebV; BSG 154.21)

## Art. 4 – Taxpunktsystem

<sup>1</sup> Die Gebühren dieser Verordnung werden grundsätzlich nach Taxpunkten festgesetzt.

<sup>2</sup> Der Wert des Taxpunktes beträgt einen Franken.

<sup>3</sup> Der Betrag der Gebühr in Franken berechnet sich durch Multiplikation der Anzahl Taxpunkte mit dem Wert des Taxpunktes.

## Art. 5 – Ausnahme vom Taxpunktsystem

<sup>1</sup> Die Gebühren des Strassenverkehrs- und Schifffahrtsamtes sind in Franken festgelegt.

<sup>2</sup> Das Strassenverkehrs- und Schifffahrtsamt ist verpflichtet, die von ihm erhobenen Gebühren jährlich bezüglich der Kosten und der Teuerung zu überprüfen und anzupassen.

## Anhang II C – Gebührentarif des Amtes für Wald (KAWA)

Die nachstehenden Gebühren sind in Taxpunkten angegeben. Der Frankenbetrag berechnet sich durch Multiplikation des in Artikel 4 vom allgemeinen Teil angegebenen Wertes.

## 1. Forstpolizei

(...)

1.5 Bewilligung von Rad- und Reitpisten: Fr. 50 bis 1000

(...)

## Anhang VB – Gebührentarif des Strassenverkehrs- und Schifffahrtsamtes (SVSA)

Die nachstehenden Gebühren sind in Franken angegeben

## 3. Ausweise

(...)

## 3.3 Sonderbewilligungen:

3.3.1 Rad-, motor-, marschsportliche oder nautische Veranstaltungen sowie nautische Bewilligungen

a. lokale und regionale radsportliche sowie marschsportliche und ähnliche Veranstaltungen: 70.– bis 350.–

b. überregionale radsportliche Veranstaltungen sowie Mehrkämpfe: 100.– bis 500.–

c. motorsportliche Veranstaltungen ohne Renncharakter: 100.– bis 500.–

(...)

h. Zuschlag für beschleunigte Bearbeitung von zu spät eingereichten Gesuchen: 40.– bis 100.–

(...)

## Ordonnance cantonale sur les forêts du 29 octobre 1997 (OCFo; RSB 921.111)

Art. 29 – Manifestations en forêt

<sup>1</sup> Sont soumises au régime de l'autorisation

c les manifestations cyclistes auxquelles sont attendus plus de 200 participants et participantes,

Ordonnance du 22 février 1995 fixant les émoluments de l'administration cantonale (Ordonnance sur les émoluments, OEmo; RSB 154.21)

Art. 4 – Système de points

<sup>1</sup> Les émoluments de la présente ordonnance sont en principe fixés en nombre de points.

<sup>2</sup> La valeur du point est de 1 franc.

<sup>3</sup> Pour obtenir le montant de l'émolument exprimé en francs, on multiplie le nombre de points par la valeur du point.

Art. 5 – Exception au système de points

<sup>1</sup> Les émoluments de l'Office de la circulation routière et de la navigation sont fixés en francs.

<sup>2</sup> L'Office de la circulation routière et de la navigation s'engage à contrôler et à ajuster chaque année le montant des émoluments qu'il prélève en fonction des coûts et du renchérissement.

Annexe II C – Emoluments de l'Office des forêts (OFOR)

Les émoluments suivants sont exprimés en points. Leur équivalent en francs est obtenu en multipliant le nombre de points par la valeur du point indiquée à l'article 4 de la partie générale.

1. Police des forêts

(...)

1.5 Autorisation pour pistes cyclables et pistes pour cavaliers: 50 à 10

(...)

Annexe VB– Tarif des émoluments de l'Office de la circulation routière et de la navigation (OCRN)

Les émoluments suivants sont exprimés en francs.

3. Permis

3.3 Autorisations spéciales

3.3.1 Manifestations de sport cycliste, motorisé, pédestre ou nautique, et autorisations pour le sport nautique

a manifestations de sport cycliste et pédestre locales et régionales et manifestations sportives similaires: 70.– à 350.–

b manifestations de sport cycliste extra-régionales et polyathlon : 100.– à 500.–

c manifestations de sport motorisé sans caractère de compétition: 100.– à 500.–

(...)

h traitement rapide de demandes déposées trop tard (surtaxe): 40.– à 100.–

(...)

FR

Ausführungsbeschluss vom 6. Juli 1999 zum Gesetz zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr (SGF 781.11)

Art. 2 – Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt

<sup>1</sup> Zusätzlich zu den Befugnissen nach Artikel 4 AGSVG übt das Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt (ASS) folgende Aufgaben und Befugnisse aus:

(...)

h) Es erteilt und entzieht, nach Anhören der Gendarmerie und gegebenenfalls der Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion, die Bewilligungen für die Versuchsfahrten, die öffentlichen motor- und radsportlichen Veranstaltungen sowie die übrigen sportlichen Veranstaltungen, die ganz oder teilweise auf öffentlichen Strassen stattfinden. Sind Interessen im Bereich der Jagd und des Schutzes der wild lebenden Säugetiere und Vögel und ihrer Lebensräume betroffen, so ist die Zustimmung der Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft erforderlich.

(...)

---

Arrêté du 6 juillet 1999 d'exécution de la loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière (RGF 781.11)

Art. 2 – Office de la circulation et de la navigation

<sup>1</sup> En plus des attributions prévues à l'article 4 LALCR, l'Office de la circulation et de la navigation (ci-après : l'OCN) exerce les tâches et les compétences suivantes :

(...)

h) il délivre et retire, après avoir pris l'avis de la gendarmerie et, le cas échéant, de la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions, les autorisations concernant les courses d'essai, les manifestations sportives automobiles ou de cycles ayant un caractère public ainsi que les autres manifestations sportives se déroulant en tout ou partie sur la voie publique. Lorsque les intérêts liés à la chasse et à la protection des mammifères et des oiseaux sauvages et de leurs biotopes sont en cause, l'accord de la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts est nécessaire ;

(...)

## GR

Verordnung zum Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über den Strassenverkehr (RVzEG-zSVG; RB 870.110)

Art. 2 – Departement

Das Departement für Justiz, Sicherheit und Gesundheit ist zuständige Behörde für die

- a) Bewilligung von allen motorsportlichen Veranstaltungen und von radsportlichen Veranstaltungen überregionaler Bedeutung im Sinne von Artikel 52 Strassenverkehrsgesetz;
- b) Anordnung von sämtlichen Geschwindigkeitsbeschränkungen gemäss Artikel 32 Strassenverkehrsgesetz auf allen Strassen des Kantonsgebietes.

Art. 4 – Kantonspolizei, Verkehrsregelung

<sup>1</sup> Die Kantonspolizei ist kantonale Behörde für die:

- a) Regelung des Verkehrs im Sinne von Artikel 6 Absatz 1 EGzSVG sowie Signalisation der Kantonsstrassen im Sinne von Artikel 7 Absatz 3 EGzSVG, soweit nicht eine andere Behörde zuständig ist;
- b) Zustimmung zu weiteren Signalen und Markierungen im Sinne von Artikel 7 Absatz 1 EGzSVG;
- c) Genehmigung von Signalen und Markierungen an kommunalen Strassen im Sinne von Artikel 7 Absatz 2 EGzSVG;
- d) Bewilligung von Werkverkehrsdiensten und privaten Diensten im Sinne von Artikel 9 EGzSVG.

<sup>2</sup> Sie ist im Weiteren zuständig für die:

- a) Bewilligung von radsportlichen Veranstaltungen regionaler Bedeutung;
- (...)

## NW

Einführungsgesetz zur Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr vom 22. Oktober 2008 (Kantonales Strassenverkehrsgesetz; NG 651.1)

Art. 4 – Justiz- und Sicherheitsdirektion

<sup>1</sup> Die Justiz- und Sicherheitsdirektion (Direktion) vollzieht die Gesetzgebung über den Strassenverkehr, soweit durch kantonales Recht keine andere Instanz bezeichnet ist oder Dritte damit beauftragt sind.

<sup>2</sup> Die Direktion:

(...)

2. bewilligt nach Anhörung der betroffenen Gemeinde motor- und radsportliche Veranstaltungen auf öffentlichen Strassen und kann Ausnahmen von den Verkehrsvorschriften gestatten.

## OW

Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über den Strassenverkehr (kantonales Strassenverkehrsgesetz; GDB 771.1) vom 4. Dezember 2008

Art. 4 – Sicherheits- und Justizdepartement

<sup>1</sup> Das Sicherheits- und Justizdepartement vollzieht die Gesetzgebung über den Strassenverkehr, soweit durch kantonales Recht keine andere Vollzugsbehörde oder Amtsstelle bezeichnet ist oder Dritte damit beauftragt sind.

<sup>2</sup> Es:

- a. verfügt Fahrverbote, Verkehrsbeschränkungen und Anordnungen zur Regelung des Verkehrs, ordnet das Anbringen und Entfernen der übrigen Signale und Markierungen an und führt die Aufsicht über die Strassensignalisation;
- b. bewilligt nach Anhörung der betroffenen Gemeinde motor- und radsportliche Veranstaltungen auf öffentlichen Strassen und kann Ausnahmen von den Verkehrsvorschriften gestatten;

## SH

Verordnung zum Bundesgesetz über den Strassenverkehr (Kantonale Strassenverkehrsverordnung; SHR 741.11)

Zuständigkeiten

§ 1 – Regierungsrat

Der Regierungsrat ist zuständig zur Bewilligung von motor- und überregionalen radsportlichen Veranstaltungen. Die betroffenen Gemeinden sind anzuhören.

## SZ

Kantonale Vollzugsverordnung zum Bundesgesetz über den Strassenverkehr vom 14. April 1967 (SRSZ 782.110)

### § 2<sup>26</sup> – Zuständiges Departement

Dem zuständigen Departement obliegen:

- a) die Aufsicht über das kantonale Verkehrsamt;
- b) die Erteilung von Bewilligungen für motor- und radsportliche Veranstaltungen (Art. 52 Abs. 2-4 SVG, Art. 31 VVV);

Regierungsratsbeschluss über die Gebühren für Motorfahrzeuge und Motorfahrzeugführer nach Strassenverkehrsgesetz (SRSZ 782.311)

### C. Bewilligungen

#### § 9

Es werden erhoben:

- a) Für die Bewilligung für zivile motor- und radsportliche Veranstaltungen (Wettfahrten) Fr. 50.- bis Fr. 1000.-

## SO

Verordnung über den Strassenverkehr vom 3. März 1978 (BGS 733.11)

### § 6. – Kantonspolizei

<sup>1</sup> Die Kantonspolizei ist insbesondere zuständig für:

(...)

- l) die Bewilligung radsportlicher Veranstaltungen nach Anhören der Gemeinde sowie, wenn eine Bewilligung nach Waldgesetz erforderlich ist, des Kreisforstamtes.

Gebührentarif vom 24. Oktober 1979 (BGS 615.11)

### § 102.<sup>27</sup>

<sup>1</sup> Bewilligung von radsportlichen Veranstaltungen

Fr.  
100-500

## SG

Strassenverordnung vom 22. November 1988 (sGS 732.11)

### Art. 5.<sup>28</sup> – Bewilligungen von Veranstaltungen

<sup>1</sup> Das Sicherheits- und Justizdepartement bewilligt politische Veranstaltungen auf öffentlichen Strassen, das Polizeikommando die übrigen Veranstaltungen wie Festumzüge und Radwanderungen. Sie hören vor der Bewilligung die zuständige Strassenaufsichtsbehörde an.

<sup>26</sup> Fassung vom 25. Oktober 1989.

<sup>27</sup> § 102 Fassung vom 8. September 1999.

<sup>28</sup> Geändert durch VI. Nachtrag zum GeschR.



<sup>2</sup> Für die Bewilligung von Veranstaltungen auf dem Gebiet der Stadt St. Gallen sind die Gemeindebehörden zuständig.

<sup>3</sup> Die Bewilligung motor- und radsportlicher Veranstaltungen richtet sich nach der Gesetzgebung über den Strassenverkehr.

Einführungsverordnung zum eidgenössischen Strassenverkehrsgesetz vom 20. November 1979 (sGS 711.1)

Art. 15.<sup>29</sup> – Sportliche Veranstaltungen und Versuchsfahrten

<sup>1</sup> Das Sicherheits- und Justizdepartement kann im Rahmen des Bundesrechts Rennen mit Motorfahrzeugen bewilligen.

<sup>2</sup> Das Polizeikommando kann andere motorsportliche und radsportliche Veranstaltungen sowie Versuchsfahrten bewilligen.

## TG

Verordnung des Regierungsrates zum Waldgesetz vom 26. März 1996 (rb 921.11)

§ 16 – Sportveranstaltungen im Wald

<sup>1</sup> Die Melde- und Bewilligungspflicht für Sportveranstaltungen im Wald richtet sich nach den gemeinsamen Richtlinien des Departementes für Bau und Umwelt sowie des Departementes für Erziehung und Kultur.

<sup>2</sup> Radsportliche Veranstaltungen bedürfen einer Bewilligung des Departementes für Justiz und Sicherheit nach § 4 der Verordnung des Regierungsrates zum Strassenverkehrsgesetz und den Nebenerlassen.

Verordnung des Regierungsrates zum Strassenverkehrsgesetz und den Nebenerlassen vom 25. Februar 1997 (RB 741.2)

§ 4 – Motor- und Radsport

Motor- und radsportliche Veranstaltungen bedürfen der Bewilligung des Departementes für Justiz und Sicherheit. Vorgängig sind die betroffenen Behörden und Eigentümer anzuhören.

## UR

Verordnung über den Strassenverkehr vom 14. Februar 1990 (RB 50.1311)

Artikel 7 – Motor- und radsportliche Veranstaltungen und Versuchsfahrten

<sup>1</sup> Wer motor- oder radsportliche Veranstaltungen oder Versuchsfahrten durchführen will, benötigt hiefür eine Bewilligung der Kantonspolizei.

<sup>2</sup> Die Bewilligung wird nach Absprache mit den betroffenen Gemeinden erteilt, wenn die bundesrechtlichen Voraussetzungen erfüllt sind.

---

<sup>29</sup> Geändert durch VI. Nachtrag zum GeschR.

## VD

Règlement d'application de la loi vaudoise sur la circulation routière du 2 novembre 1977 (RLVCR ; RSV 741.01.1)

### Art. 8 – Manifestations sportives et non sportives

<sup>1</sup> Les manifestations sportives pédestres, cyclistes, motorisées ou de véhicules (trottinettes, "caisses à savon", rollers, etc.) ne peuvent être organisées qu'avec l'autorisation de la Police cantonale.

## VS

Ausführungsgesetz über die Bundesgesetzgebung betreffend den Strassenverkehr vom 30. September 1987 (RS/VS 741.1)

### Art. 21 – Sportliche Veranstaltungen

Die Durchführung von Auto-, Motorrad- und Fahrradrennen, von Rallyes und anderen sportlichen Veranstaltungen mit Autos, Motorrädern und Fahrrädern auf öffentlichen Strassen unterliegt einer Bewilligung, die vom Departement im Einvernehmen mit dem Baudepartement nach Anhören der betreffenden Gemeinde(n) erteilt werden.

## ZG

Verordnung über den Strassenverkehr und die Strassensignalisation vom 22. Februar 1977 (BGS 751.21)

### IV. Besondere Bewilligungen

#### § 10 – Sportliche Veranstaltungen und Umzüge

<sup>1</sup> Die Bewilligung für motor- und radsportliche Veranstaltungen gemäss Art. 52 SVG und den bundesrechtlichen Vollzugsvorschriften erteilt die Sicherheitsdirektion.<sup>30</sup>

<sup>2</sup> Im Falle der Benützung von Gemeindestrassen ist der Einwohnerrat der betreffenden Gemeinde vorher anzuhören.

<sup>3</sup> Die Bewilligung zur Benützung der Kantonsstrassen für Umzüge erteilt die Sicherheitsdirektion.<sup>31</sup>

Verfügung über die Delegation von Entscheid- und Unterzeichnungsbefugnissen in der Sicherheitsdirektion vom 12. Dezember 2007 (BGS 153.753)

### § 7 – b) Polizei

<sup>1</sup> Abgesehen von der bereits erfolgten Delegation von Entscheid- und Unterzeichnungsbefugnissen im Bereich des Straf- und Massnahmenvollzugs entscheidet die Polizei über Gesuche

a) zur Durchführung motor- und radsportlicher Veranstaltungen (§ 10 Abs. 1

der Verordnung über den Strassenverkehr und die Strassensignalisation vom 22. Februar 1977;

(...)

<sup>30</sup> Fassung gemäss Änderung vom 22. Dez. 1998 (GS 26, 191).

<sup>31</sup> Fassung gemäss Änderung vom 22. Dez. 1998 (GS 26, 191).

### III. Amendes d'ordre

#### AG

Verordnung über das Ordnungsbussenverfahren vom 14. November 2007 (Ordnungsbussenverfahrenverordnung, OBVV; SAR 991.512)

##### § 9 – Ordnungsbussenverfahren im Strassenverkehrsrecht

<sup>1</sup> Die Ausfällung von Ordnungsbussen im Strassenverkehrsrecht richtet sich nach den Vorschriften des Bundes.

<sup>2</sup> Zur Erfassung von Widerhandlungen im ruhenden Verkehr sind die Angehörigen der Kantonspolizei und die Polizeikräfte der Gemeinden sowie deren polizeiliche Assistentinnen und Assistenten berechtigt, in Zivil Ordnungsbussen zu erheben.

<sup>3</sup> Bei Nichtbezahlung der Ordnungsbusse ist bei den nachfolgend aufgeführten Tatbeständen das im Gesetz über die Einwohnergemeinden (Gemeindengesetz) vom 19. Dezember 1978 geregelte Strafbefehlsverfahren des Gemeinderats als ordentliches Verfahren anzuwenden:

- a) Übertretungen von Strassenverkehrsvorschriften durch Motorfahrradfahrerinnen und Motorfahrradfahrer sowie durch Radfahrerinnen und Radfahrer,
- b) Übertretungen von Strassenverkehrsvorschriften durch Benützerinnen und Benützer von fahrzeugähnlichen Geräten sowie durch Fussgängerinnen und Fussgänger,
- c) das vorschriftswidrige, jedoch nicht verkehrsgefährdende Parkieren von Motorfahrzeugen innerorts.

#### SH

Verwaltungsvereinbarung zwischen dem Kanton Schaffhausen und der Schweizerischen Eidgenossenschaft, vertreten durch das Finanzdepartement bzw. die Oberzolldirektion über die Zusammenarbeit zwischen der Schaffhauser Polizei und dem Grenzwachtkorps bzw. der Eidgenössischen Zollverwaltung vom 22. April / 13. Mai 2008 (SHR 354.113)

Anhang	
Ordnungsbussenliste	
(...)	
6. Radfahrerinnen und Radfahrer, Führerinnen und Führer von Motorfahrrädern; Verkehrsregeln	Fr.
603. Fahren ohne Licht (Art. 30 Abs. 1 und 39 Abs. 2 VRV)	
1. bei beleuchteter Strasse nachts	40
2. bei unbeleuchteter Strasse nachts	60
3. in einem beleuchteten Tunnel	20
605.1. Unerlaubtes Befahren des Trottoirs (Art. 43 Abs. 2 SVG und 41 Abs. 2 VRV)	40
607. Verbotenes Nebeneinanderfahren (Art. 43 Abs. 1 VRV)	
1. mehrere Fahrräder	20
2. mehrere Motorfahrräder	20
3. Fahrrad und Motorfahrrad	20
608.1. Sich ziehen lassen (Art. 46 Abs. 4 SVG)	20
2. Sich schleppen lassen (Art. 46 Abs. 4 SVG)	20
3. Sich stossen lassen (Art. 46 Abs. 4 SVG)	20
609. Unerlaubtes Mitführen	

1. einer über 7 Jahre alten Person (Art. 63 Abs. 3-5 VRV)	20
2. eines höchstens 7-jährigen Kindes (Art. 63 Abs. 3-5 VRV)	40
621. Nichtbenützen (Art. 46 Abs. 1 SVG)	
1. des Radweges	30
2. des Radstreifens	30
703. Fahren ohne	
1. Glocke (Art. 175 Abs. 1 und 218 Abs. 2 VTS)	20
2. Diebstahlsicherung (Art. 175 Abs. 1 und 218 Abs. 3 VTS)	20
3. fest angebrachte Rückstrahler (Art. 180 Abs. 1 Bst. b und 217 Abs. 1 VTS)	40
4. den erforderlichen Rückspiegel bei Motorfahrrädern (Art. 181 Abs. 1 VTS)	20
704. Mangelhafter Zustand des Reifens (Art. 175 Abs. 1 und 214 Abs. 1 VTS), pro Rad	20

## IV. « Examen de conduite pour cyclistes »

**BE**

Strassenverkehrsverordnung vom 20. Oktober 2004 (StrVV; BSG 761.111)

Art. 11 – Praktische Führerprüfung

(...)

<sup>3</sup> Prüfungen für Radfahrerinnen und Radfahrer sowie Fuhrleute werden von der Polizei oder von einer anderen durch die Strassenverkehrsbehörde bezeichneten Stelle durchgeführt.

Ordonnance cantonale sur la circulation routière su 20 octobre 2004 (OCCR; RSB 761.111)

Art. 11 – Examen pratique de conduite

(...)

<sup>3</sup> Les examens de conduite pour les cyclistes et les voituriers relèvent de la compétence de la police ou d'un autre organe désigné par l'autorité compétente en matière de circulation routière.

**ZG**

Gesetz über die Organisation der Polizei vom 30. November 2006 (Polizei-Organisationsgesetz; BSG 512.2)

Anhang – Aufgabenteilung Kanton-Gemeinden (verabschiedet durch AG Gemeinden/Sicherheitsdirektion am 20. Januar 2006)

Aufgabe: Gemeindliche Veloprüfung

Zuständigkeit heute: Zuger Polizei, Gemeinde

Rechtliche Grundlagen nach heutiger Geltung: -

Gemeinden: Interesse und Mitwirkung (Unterstützung bezüglich Infrastruktur, Personal, Rahmenbedingungen)

Zuger Polizei: Über die Anforderungen hinausgehend Massnahme in der Verkehrs-erziehung

Bemerkungen: Einsatz SI Ass möglich